

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITÉE

T/COM.7/L.4  
7 juillet 1952

ORIGINAL:FRANCAIS

COMMUNICATION DE MADAME PATIENCE AGBUISSI  
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, et conformément aux paragraphes 9 et 10 du Rapport du Comité de l'examen des pétitions (T/L.243 et Corr.1) adopté par le Conseil de tutelle à sa 397ème séance, le 13 mars 1952, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, deux communications en date des 5 et 22 juin 1952 émanant de Madame Patience Agbuissi et concernant le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

C O P I E

VENANT DE : LOME (TOGO)  
ENVOYE LE : 5 JUIN 1952  
RECU LE : 5 JUIN 1952

SECRETAIRE GENERAL UNATIONS NY

MODE ELECTION AU CONSEIL MIXTE ARRETE PAR ADMINISTRATION LOCALE CONTRAIRE  
RESOLUTION ASSEMBLEE GENERALE STOP MEMBRES SONT NOMMES INDIRECTEMENT PAR  
ADMINISTRATION POUR ETOUTER VOIX LIBRE TOGOLAISE STOP POUR DECIDER DESTIN  
UN MILLION AMES NOUS MERES TOGOLAISES DEMANDONS SUFFRAGE UNIVERSEL STOP VOUS  
PRIONS INSTAMMENT INTERVENIR AFIN ASSURER LIBERTE EXPRESSION

PATIENCE AGBUSSI PRESIDENTE

C O P I E

COMITE DE L'UNITE TOGOLAISE  
SECTION FEMININE  
LOME

LOME, le 22/6/1952

à Monsieur le Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies

Lake Success

New-York

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous confirmer par cette lettre mon télégramme en date du 5/6/1952.

Tout d'abord permettez-moi, Monsieur le Secrétaire général, de vous remercier et de remercier avec vous la haute Assemblée dont vous avez la charge, pour l'intérêt que vous ne cessez de témoigner à mon pays.

Les mères togolaises avaient appris avec un grand plaisir qu'il a été créé un Comité mixte chargé d'étudier principalement la question EWE et celle de l'unification des deux Togos et que les membres de ce Comité mixte seront choisis après consultation des divers groupes et partis politiques du Togo.

A notre connaissance, l'Administration locale n'a pas encore procédé à cette consultation, à moins qu'elle ne l'ait fait suivant son habitude, secrètement et clandestinement.

Néanmoins, elle a décidé de passer outre à vos recommandations et elle a commencé à faire désigner pour le Conseil mixte ses hommes par l'assemblée locale et par les Conseils de circonscription.

Nous, les mères togolaises, sommes persuadées que vous n'ignorez pas que cette Assemblée et ces Conseils, étant donné la façon dont leurs élections se sont déroulées, ne reflètent pas la physionomie politique réelle du Togo. Les véhémentes protestations de notre Président général M. Augustino de Souza ont dû vous édifier complètement à ce sujet. Nous ignorons si ces méthodes électorales ont cours dans les pays civilisés et indépendants, mais ici, au Togo, nous ne voudrions pas que des procédés malhonnêtes soient inculqués à nos fils en matière électorale.

A notre avis, ce mode de désignation des membres du Comité mixte imposé par l'Administration française est une atteinte aux droits d'expression libre de l'homme. Il est destiné à étouffer la voix libre des Togolais. Nous espérons, nous les mères togolaises, que votre auguste Assemblée ne restera pas insensible devant cet anéantissement recherché de la conscience politique d'un petit peuple qui recherche son unité et son indépendance.

C'est pour ces diverses raisons que nous, les mères togolaises, dans le but de sauvegarder les droits politiques de nos enfants, avons l'honneur de solliciter votre haute intervention, ainsi que celle de votre haute Assemblée pour annuler les désignations effectuées suivant un procédé autoritaire et pour faire procéder, en présence d'une délégation de l'ONU à des élections libres et au suffrage universel des délégués au Conseil mixte pour les affaires togolaises.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Agbuisi Patience  
s/c de M. Augustino de Souza  
Lomé Togo

Reçu au siège des Nations Unies le 2 juillet 1952